

L'opération française est entrée dans sa phase active Rwanda : les paras trouvent les premiers charniers

Les soldats français ont découvert à leur entrée au Rwanda des fosses communes. Alors qu'intervenaient sur place les premiers secours aux réfugiés, la France est sortie de son isolement diplomatique.

Les forces françaises engagées dans l'opération Turquoise au Rwanda ont découvert jeudi « quelques fosses communes » dans la région du Cyangugu, dans le sud-ouest du pays, a annoncé hier le général Raymond Germanos, adjoint au chef d'état-major des armées. Le général Germanos a précisé que les forces sur place ignoraient l'appartenance ethnique tant des victimes que des auteurs des massacres.

Depuis leur arrivée jeudi au Rwanda, les militaires français ont visité cinq localités entre Cyangugu et Kibuye, sur le lac Kivu, où ils n'ont rencontré

aucune résistance. Les Français ont toutefois constaté la présence de « jeunes portant des armes blanches et des bâtons ». Ces derniers n'ont manifesté aucune hostilité vis-à-vis des troupes françaises, a précisé le général Germanos. De son côté, l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des armées, a indiqué hier soir qu'un millier d'hommes étaient déployés sur l'ensemble du dispositif Turquoise.

Dans la capitale rwandaise, les combats continuent. Hier, cinq malades ont été tués et des dizaines sérieusement blessés par la chute d'un obus sur l'hôpital de la Croix-Rouge à

Kigali, dans une zone sous contrôle gouvernemental, a annoncé un porte-parole des Nations unies. L'obus, apparemment tiré des positions du Front patriotique rwandais (FPR, rébellion tutsie), a touché la salle des urgences.

« Les malades étaient dans leurs lits quand l'obus est tombé sur la salle des urgences », a déclaré le porte-parole. Sur le plan diplomatique, l'isolement de la France s'est quelque peu desserré hier, grâce notamment à l'UED. La Belgique, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne, l'Allemagne et la Grande-Bretagne se sont en effet montrés disposés à apporter à Paris une aide logistique et humanitaire, selon des sources de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), les Douze moins l'Irlande et le Dane-

mark). La France avait souhaité jeudi un « soutien plus actif » de ses partenaires européens. S'exprimant en marge du Sommet européen de Corfou, le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé a déclaré que « de nombreux pays » étaient « en train de se mobiliser » pour aider la France.

Et en Afrique ? A défaut d'envoyer des troupes au Rwanda, plusieurs pays africains ont salué, hier, le lancement de l'opération Turquoise, même si l'intervention militaire humanitaire française continuait à susciter réserves et critiques, notamment dans les pays anglophones du continent. Les six pays de l'Union des Etats africains d'Afrique centrale (UDEAC), qui regroupent le Congo, le Cameroun, le Tchad, la Centrafrique, la

Guinée équatoriale et le Gabon, ont approuvé leur soutien à Paris.

Les chefs d'Etat de l'UEDEAC ont accueilli « avec soulagement l'initiative courageuse et humanitaire du gouvernement français de créer un couloir humanitaire afin de venir en aide aux populations rwandaises ». Ils ont appuyé « sans réserve la décision prise par le conseil de sécurité » de l'ONU et invité « l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et tous les pays frères et amis à apporter leur soutien pour une paix immédiate au Rwanda ». De son côté, l'Egypte « a fait savoir qu'elle était prête à participer en hommes » à l'opération française. Enfin, Mgr Desmond Tutu, prix Nobel de la paix sud-africain, a « salué » l'action de la France.

Ces déclarations tranchent avec la prise de position, mardi, de l'OUA, qui avait mis en garde contre les « dangers » d'une opération entreprise sans l'accord des belligérants.

Néanmoins, le Front patriotique rwandais (FPR, rébellion de la minorité tutsie) a prévenu, lui, qu'il considérait les soldats français comme des agresseurs. Près de Kigali, environ 2 000 déplacés rwandais du camp de Kabunga, sans doute des partisans du FPR, ont manifesté hier contre l'intervention militaire française, selon un porte-parole des Nations unies. Enfin, les organisations non gouvernementales (ONG) de développement de l'Union européenne ont regretté l'engagement de la France.

« Nous avons pu dormir, cette nuit »

Sous les deux milliers de tentes alignées à flanc de colline, quelque 8 000 réfugiés tutsis qui vivaient dans la crainte à Nyarushishi (sud-ouest du Rwanda), sont désormais sous la protection d'un détachement de parachutistes français.

« Pour la première fois depuis des semaines, nous avons vraiment dormi la nuit dernière. » Ainsi s'exprimait, hier, une réfugiée tutsie du camp de Nyarushishi pour dire son sentiment sur l'arrivée des parachutistes français chargés de protéger le camp. Marie est installée depuis 5 semaines à Nyarushishi, non loin de la frontière zairoise.

Le visage balafé par un coup de machette, elle a quitté sa maison lorsque deux de ses enfants, un bébé d'un mois et demi et un autre de deux ans, ont été massacrés à coups de machette et de bâton par des « miliciens » hutus, selon elle.

Depuis, comme nombre des 8 000 réfugiés du camp, elle vivait dans la peur des miliciens qui, selon beaucoup de Tutsis de Nyarushishi, venaient régulièrement les menacer. « Nous étions au courant que des Français devaient venir, par la radio », dit-elle.

Si certains s'en inquiétaient, craignant « d'être tués » par les soldats français après la propagation de multiples rumeurs dans le camp, ils ont été vite rassurés. Les enfants ont composé une chanson en guise de bienvenue : « Les Français nous apportent la paix. Les machettes, les bâtons ne peuvent plus nous attaquer. »

Une centaine de parachutistes se sont installés à l'entrée du camp, au sommet de la colline qui le surplombe. Un hélicoptère est venu s'y poser brièvement dans l'après-midi. La présence militaire française est légère mais doit suffire pour

assurer la protection du camp, selon les militaires. Reste qu'à peine arrivés, les soldats doivent faire face aux sollicitations des réfugiés : « A l'étranger, nous voulons aller à l'étranger. Au Zaïre, à côté », dit Marie, ajoutant : « Ce serait mieux que les Français nous escortent jusqu'au Zaïre. Au Rwanda, ce n'est maintenant plus possible pour les Tutsis ». L'évacuation des réfugiés ne figure pas dans les objectifs de l'opération déclenchée avec l'aval des Nations unies.

Le colonel parachutiste Didier Thibaut, responsable des opérations dans la zone, multiplie les contacts avec les autorités locales, civiles et militaires, pour « expliquer les consignes ». A l'issue d'un entretien, hier après-midi, au camp avec le colonel, le préfet Marcel Bagambiki se déclarait ainsi « ravi de la venue » des Français. Ce préfet, acquis au pouvoir dans

cette zone gouvernementale, a lui aussi des revendications à formuler auprès des militaires. « Les Français doivent aller dans les zones FPR », la rébellion du Front patriotique rwandais, assure-t-il aux journalistes, niant l'existence de miliciens hutus bien que des civils armés tiennent des barrages sur la route.

■ Une centaine de parachutistes français protègent maintenant un camp de 8 000 réfugiés tutsis.

Il affirme que les Tutsis dans la région avaient été regroupés à Nyarushishi pour « mieux les protéger » alors que « la population s'était levée comme un seul homme contre l'ennemi FPR ». La situation est actuellement calme dans la zone du camp mais, affirme le préfet,

« si le FPR mène une opération dans la région, nous aurons à nouveau des affrontements », euphémisme pour désigner les massacres.

Les militaires français disent eux avoir été « très clairs avec les autorités locales. Nous leur avons expliqué que nous ne sommes pas venus ici faire la guerre à qui que ce soit et particulièrement pas pour aider les forces armées rwandaises à faire la guerre au Front patriotique rwandais » insiste le colonel Thibaut, ajoutant : « Ils doivent comprendre que même si nous ne sommes pas directement présents aux côtés des réfugiés, ils sont sous notre protection ». Après avoir passé la nuit de jeudi à hier au camp, les parachutistes ont commencé à patrouiller alentour. « Nous cherchons tous les endroits où il y a des gens à protéger et nous devons vérifier tous les renseignements.



Malgré l'arrivée des premiers paras français au Rwanda, la situation des populations reste toujours aussi dramatique dans l'ensemble du pays.

Les réserves de Giscard

L'intervention militaire française au Rwanda, engagée sous le nom de code d'« Opération turquoise », reste diversement appréciée par la classe politique française. Si l'on excepte le Parti communiste qui dénonce « l'engrenage du pire » (dit « l'Humanité » d'hier matin) et qui, par la voix d'André Lajoinie, a élevé « la plus vigoureuse protestation » et demande « qu'il soit immédiatement renoncé à cette intervention militaire », on se cantonne désormais dans une certaine réserve. Maintenant que les militaires français sont sur le terrain et exposés à un risque évident, le temps n'est plus des condamnations comme celle emise l'autre jour par le vice-président gaulliste de la Commission de la défense de l'Assemblée nationale, Jacques Baumel. Pour autant, on peut exprimer des doutes, voire des inquiétudes. C'est ce qu'a fait, hier matin, Valéry Giscard d'Estaing en s'exprimant sur Europe 1. Pour l'ancien président de la République, il convient de « regarder avec beaucoup d'attention » cette intervention française au Rwanda. Selon lui, « elle pose des problèmes parce que ce n'est pas une action des Nations unies ». Certes, le Conseil de sécurité a « dit qu'il accueillait favorablement l'offre des Etats membres », admet le président de l'UDF. Mais il rappelle aussi que l'ONU n'a pas pris l'initiative de cet engagement et qu'elle s'est contentée de donner son aval à une opération nationale. « C'est une opération nationale de la France, commandée par le commandement français, avec uniquement des effectifs français et payée par la France », observe l'ancien chef de l'Etat-Or, à ses yeux, « la responsabilité de la situation au Rwanda, c'est une responsabilité africaine et non européenne, encore moins française ». VGE

souhaite donc que « cette mission humanitaire soit temporaire et extrêmement prudente ». Et il ajoute « C'est une mission qui n'a de chances que si elle est strictement humanitaire et, surtout, si elle est temporaire et à pour objet d'attendre l'arrivée des forces des Nations unies ». Certes, on notera que ce sont là les conditions fixées par Edouard Balladur. Il n'en demeure pas moins que, dans cette affaire, le président de la République n'approuve que du bout des lèvres la décision du gouvernement. Il s'avère que les approbations franches et massives sont rares à l'intérieur de l'Hexagone. L'attitude favorable du cardinal-archevêque de Paris, Jean-Marie Lustiger, qui affirmait hier que « c'est l'honneur de la France de tenter quelque chose même si elle est la plus mal placée pour le faire, mais il n'y a personne d'autre », ne peut suffire à faire oublier les mises en garde, fussent-elles courtoises, qui s'expriment par ailleurs. Le gouvernement multiplie donc les déclarations d'explications destinées à rassurer ceux qui s'inquiètent. Ainsi, jeudi soir encore, le ministre de la Défense, François Léotard, répétait que « les trois phases de l'opération sont de constater, sauver et enfin céder la place le plus vite possible à la force de l'ONU ». Et d'ajouter : « Nous n'avons aucune intention belliqueuse dans cette affaire. Les forces françaises ne doivent pas rester durablement dans des parcelles du territoire rwandais. »

■ H. L.

Le pape Jean-Paul II a envoyé le cardinal Roger Etchegaray au Rwanda pour qu'il y exprime la solidarité du souverain pontife aux populations et les encourage « à retrouver le chemin de la réconciliation et de la paix ».